



Déclaration commune

CGT, Confédération Paysanne, FSU, SOLIDAIRES des Hautes-Pyrénées

Les mobilisations qui marquent l'Occitanie depuis la manifestation du mardi 16 janvier à Toulouse et le blocage médiatisé de l'A64 à Carbone dès le 18 janvier ont permis de médiatiser le malaise profond du monde agricole occitan et haut-pyrénéen.

La diversité des questions soulevées par les manifestant.e.s comme l'indemnisation des crise sanitaires dans les élevages, les quotas d'irrigation, le stockage de l'eau, la concurrence déloyale, les « *normes* » sociales et environnementales ne nous ont pas surpris.

Mais pour nos organisations, le malaise latent est essentiellement lié aux difficultés qu'ont les agricultrices et agriculteurs à vivre dignement de leur travail. Loin du miroir aux alouettes de « *la liberté d'entreprendre* » que certains responsables leur promettent, nous rappelons l'attachement des paysans aux exploitations familiales ou affinitaires (et ce quelle que soit la forme juridique adoptée) contre les sociétés démesurées promues par le néolibéralisme.

La situation actuelle est la conséquence directe du modèle de développement néo-libéral, cogéré en France et dans l'Union Européenne par la FNSEA, privilégiant les industries agro-alimentaires et la grande distribution qui dégagent de grosses marges au détriment des travailleurs, au profit des actionnaires et accentuent l'inflation au détriment des consommateurs.

Les attaques de certaines organisations sur les normes environnementales, sanitaires et sociales allant même revendiquer le « *zéro norme* » au nom de la compétitivité de la Ferme France est un jeu de dupes pour la paysannerie pyrénéenne. Ce serait une fuite en avant destructrice, car les normes, lorsqu'elles sont bien pensées pour accompagner les paysan·nes à les mettre en œuvre, peuvent être aussi protectrices, pour la santé publique, l'environnement et le revenu des paysan·nes. L'agriculture ne peut et ne doit pas être un business comme les autres soumis aux pressions de la financiarisation.

C'est une évidence : les filières agricoles développées dans nos territoires occitans n'aurons jamais la capacité de rivaliser avec les systèmes productifs de la Bretagne ou de la Beauce, nous n'aurons jamais à l'international la capacité de rivaliser avec des pays où la législation est inexistante.

C'est tout autant par pragmatisme que par internationalisme que nos organisations refusent la mise en concurrence des paysan·nes du monde entier. La concurrence « *libre et non faussée* » sur un marché mondialisé ne profite qu'aux capitalistes. Au final, ce sont toutes les paysan·nes, captifs et captives de ce système concurrentiel, qui, sous couvert de « *compétitivité* » doivent produire toujours plus et toujours moins cher pour survivre, en remboursant les emprunts de financement (matériel, bâtiments, terres, intrants...), dans un cercle infernal qui mène de trop nombreuses fois au suicide.

Face au dérèglement climatique, auquel notre région paye déjà un lourd tribut, face à l'urgence sociale et écologique, une mesure macroéconomique évidente s'impose : la France doit retirer son mandat concernant la négociation de l'Union Européenne avec le Merocsur.

Il faut remettre sur la table tous les accords de libre échange qui mettent en péril l'agriculture paysanne en imposant des conditionnalités sociales et environnementales de haut niveau.

Il faut prendre des mesures fortes pour, non seulement assurer le renouvellement des générations mais aussi créer des centaines de milliers d'emplois dans le monde agricole, en assurant un revenu permettant aux

agricultrices et agriculteurs de vivre dignement de leur travail, tout en répondant aux enjeux environnementaux majeurs :

- La rupture avec la mise en concurrence déloyale, via la mise en place des outils de protection économique et sociale des agriculteurs et agricultrices ; comme la régulation des marchés agricoles pour stabiliser et sécuriser les prix agricoles !
- L'instauration de prix planchers au niveau du prix de revient (coûts et rémunération du travail, incluant les cotisations) pour tous les produits agricoles, via une loi contraignante et efficace pour le revenu paysan. Ceci est indispensable, en complément de l'application stricte de la loi EGALIM.
- Une priorité absolue doit être accordée à l'installation-transmission pour le renouvellement des générations, prenant en compte la demande de généralisation de nouveaux droits sociaux comme l'augmentation du crédit d'impôt remplacement/congé pour les paysan·nes avec une prise en charge à 100%
- Des moyens doivent être redonnés pour un service public de l'enseignement et de la formation agricole de qualité pour former les paysan·nes dont le pays a besoin.
- La lutte contre la spéculation et toutes les formes d'accaparement du foncier, marqué par l'arrêt immédiat de l'artificialisation des terres agricoles,;

Parce que les agricultrices et agriculteurs occitans sont les premiers confrontés au dérèglement climatique en cours, parce que le principal frein à la transformation agroécologique est l'insuffisante ambition des politiques publiques, pas la volonté des agriculteurs et agricultrices de répondre à ce défi, il nous faut une hausse massive des budgets consacrés à l'accompagnement des agriculteurs dans la transition agroécologique (cf. rapport « Accélérer la transition climatique avec un système alimentaire bas carbone, résilient et juste » du Haut Conseil pour le Climat).

Dans les territoires, il existe des projets alimentaires territoriaux créés par la Loi d'Avenir de 2014 supposés relocaliser l'agriculture et l'alimentation dans les territoires en soutenant l'installation d'agriculteurs, les circuits courts ou les produits locaux dans les cantines. Devenus des coquilles vides, ces projets pourraient devenir de véritables plans coordonnés au niveau régional et interrégional et dont la gouvernance associerait l'ensemble des acteurs de la société civile (syndicats de salariés compris).

De cette crise doit naître une Nouvelle PAC, en capacité de répondre aux exigences sociales, environnementales modernes tout en favorisant un modèle économique, respectueux des conditions de vie des agricultrices et agriculteurs

Aujourd'hui c'est une histoire qui se termine et une autre qui commence. Nos organisations prendront toute leur part pour relever ce défi avec tou.te.s celles et ceux qui le souhaitent.

A Tarbes, le 31/01/2024.